



CHAPITRE 143

CHAPTER 143

LOI ASSURANT UN CONTRÔLE EFFICACE DES COMPAGNIES DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION

AN ACT TO ASSURE AN EFFICIENT CONTROL OF TRANSPORTATION AND COMMUNICATION COMPANIES

SECTION I

INTERPRÉTATION

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des transports et communications*. 3 Geo. VI, c. 16, a. 1; 4 Geo. VI, c. 11, a. 11.

"Régie";

2. Dans la présente loi:
1° "Régie" désigne la Régie des services publics;

"Propriétaire";

2° "Propriétaire" désigne toute personne, société ou corporation autre qu'une corporation municipale ou scolaire, et leurs locataires, fidéicommissaires, liquidateurs, séquestres ou syndics, exploitant, administrant ou contrôlant une entreprise publique telle que ci-après définie;

"Entreprise publique";

3° "Entreprise publique" désigne une entreprise:

a) De transmission de messages télégraphiques ou téléphoniques;

b) De transport de voyageurs ou de marchandises par chemin de fer, tramway ou navigation;

c) De transport routier par autobus, taxis et véhicules de livraison, au sens de la Loi des véhicules automobiles (chap. 142);

d) De location de véhicules automobiles de promenade conduits ou devant être conduits par les locataires ou leurs préposés, communément désignée sous le nom de "drive yourself";

e) De production, de transmission, de distribution ou de vente du gaz, de va-

DIVISION I

INTERPRETATION

1. This act may be cited as *Trans-Short portation and Communication Act*. 3 Geo. VI, c. 16, s. 1; 4 Geo. VI, c. 11, s. 11.

2. In this act:

1. "Board" designates the Public Service Board;

2. "Owner" designates every person, partnership, or corporation other than a municipal or school corporation, and the lessee, trustee, liquidator, sequestrator or receiver thereof, operating, administering or controlling a public service as hereinafter defined;

3. "Public service" designates any service:

a. For the transmission of telegraphic or telephonic messages;

b. For the conveyance of passengers or goods by railway, tramway or navigation;

c. For highway transport by autobus, taxi or delivery car, within the meaning of the Motor Vehicles Act (Chap. 142);

d. For the hiring of pleasure motor vehicles driven or to be driven by the person hiring or his appointee, commonly known as "drive yourself";

e. For the production, transmission, distribution or sale of gas, steam, water,

peur, d'eau, de chaleur, de lumière ou de force motrice produites autrement que par l'électricité;

f) D'aqueduc ou d'égout.

Applica-
tion.

La présente loi s'applique et la juridiction de la Régie s'étend, relativement à ces entreprises publiques, seulement aux matières relevant de l'autorité législative de cette province. 3 Geo. VI, c. 16, a. 2; 4 Geo. VI, c. 11, a. 11.

Muni-
cipalités.

3. Une corporation municipale qui exploite, totalement ou en partie, en dehors de son territoire une entreprise publique d'aqueduc ou d'égout est régie par la présente loi pour ce qui concerne cette entreprise ou toute partie de celle-ci exploitée en dehors de son territoire. 3 Geo. VI, c. 16, a. 3.

SECTION II

POUVOIRS DE LA RÉGIE

Inven-
taire, en-
quête.

4. La Régie, tout régisseur désigné par le président et toute personne spécialement autorisée à ces fins par la Régie peuvent inventorier les biens de tout propriétaire d'une entreprise publique et faire des enquêtes sur la structure financière, les livres, méthodes de comptabilité, taux, recettes, profits, salaires et en général toutes les opérations de tel propriétaire.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les articles 6, 9, 10, 11, 12, 13, 16 et 18 de la Loi des commissions d'enquête (chap. 9) s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toutes les enquêtes tenues en vertu du présent article. Dans le cas où ces enquêtes sont tenues par une personne autre qu'un régisseur, elle est tenue de prêter le serment prévu par l'article 3 de la même loi. 3 Geo. VI, c. 16, a. 14.

Droit
d'accès.

5. Tout régisseur et tout enquêteur agissant en vertu de la présente loi peuvent, les jours non fériés, entre huit heures du matin et six heures du soir:

a) Accéder à tout endroit où se trouve l'entreprise publique ou partie de l'entreprise faisant l'objet d'un inventaire ou d'une enquête, faire un examen complet des lieux, ouvrages, matériel roulant et

heat, light or power produced otherwise than by electricity;

f. For a waterworks system or a sewer system.

This act shall apply and the Board's jurisdiction shall extend, respecting such public service, only to matters appertaining to the legislative authority of this Province. 3 Geo. VI, c. 16, s. 2; 4 Geo. VI, c. 11, s. 11.

3. A municipal corporation operating wholly or partly outside of its territory a public waterworks or sewerage service shall be governed by this act as regards such service or part thereof operated outside of its territory. 3 Geo. VI, c. 16, s. 3.

DIVISION II

POWERS OF THE BOARD

4. The Board, any member thereof designated by the president and any person specially authorized for such purpose by the Board may make an inventory of the property of any owner of a public service and carry out investigations as to the financial structure, books, methods of accounting, rates, receipts, profits, salaries and in general all the operations of such owner.

Sections 6, 9, 10, 11, 12, 13, 16 and 18 of the Public Inquiry Commission Act (Chap. 9), shall apply, *mutatis mutandis*, to every investigation held in virtue of this section. In the case where such investigations are conducted by a person other than a member of the Board, such person shall take the oath provided in section 3 of the aforesaid Public Inquiry Commission Act. 3 Geo. VI, c. 16, s. 14; 4 Geo. VI, c. 11, s. 11.

5. Any member of the Board and any investigator acting in virtue of this act may, on any day not a holiday, between eight o'clock in the morning and six o'clock in the evening:

a. Have access to any place where the public service or part of the service forming the object of an inventory or of an investigation is situated, make a full examination of the premises, work, rolling-

autres biens qui s'y trouvent, et prendre connaissance des livres, plans, devis, dessins et documents quelconques qu'ils croient utile de consulter;

b) Apporter et utiliser sur les lieux l'outillage et les instruments qu'ils jugent nécessaires pour leurs recherches et se servir de ceux qui s'y trouvent. 3 Geo. VI, c. 16, a. 15.

stock and other property therein, and take cognizance of any books, plans, specifications, drawings and documents whatsoever that they may deem useful to consult;

b. Bring and utilize upon the premises the equipment and the instruments deemed necessary by them for their investigations and make use of those found there. 3 Geo. VI, c. 16, s. 15; 4 Geo. VI, c. 11, s. 11.

Taux, etc. **6. Les prix, taux et loyers exigés par un propriétaire d'une entreprise publique doivent être justes et raisonnables.** 3 Geo. VI, c. 16, a. 16.

6. The prices, rates and rentals demanded by any owner of a public service must be fair and reasonable. 3 Geo. VI, c. 16, s. 16.

Modifica-
tion des
taux, etc. **7. La Régie peut, de sa propre initiative ou à la requête d'une partie intéressée et après enquête, modifier les prix, taux et loyers exigés pour ses services par tout propriétaire d'une entreprise publique, de manière à les rendre justes et raisonnables.**

7. The Board may, upon its own initiative or at the request of any interested party and after investigation, amend the prices, rates and rentals demanded for his services by any owner of a public service, in such a manner as to render them fair and reasonable.

Taux
illégaux. Il est illégal pour tel propriétaire d'exiger ou de recevoir d'autres prix, taux ou loyers que ceux fixés par l'ordonnance.

It shall be illegal for such owner to demand or to receive prices, rates or rentals other than those fixed by the ordinance.

Répéti-
tion de
l'indû. Tout montant payé au delà des prix déterminés par la Régie peut être répété par celui qui l'a payé ou ses ayants-droit, nonobstant toute convention ou stipulation contraire. 3 Geo. VI, c. 16, a. 17.

Any amount paid in excess of the prices fixed by the Board may be claimed back by the person who paid it or by his representatives or assigns, notwithstanding any agreement or stipulation to the contrary. 3 Geo. VI, c. 16, s. 17.

Annula-
tion de
contrat,
etc. **8. A la requête de toute partie intéressée, la Régie peut annuler ou modifier tout contrat ou règlement relatif à une entreprise publique, si la requérante établit que les conditions de ce contrat ou de ce règlement sont abusives.** 3 Geo. VI, c. 16, a. 18.

8. At the request of any interested party, the Board may cancel or alter any contract or regulation respecting a public service, if the party applying establishes that the conditions of such contract or of such regulation are abusive. 3 Geo. VI, c. 16, s. 18.

Régle-
menta-
tion. **9. La Régie peut en outre:**

a) Imposer aux propriétaires d'entreprises publiques l'obligation d'adopter toute mesure ou réforme propre à améliorer leurs services;

b) Réglementer les conditions de salubrité et de sécurité des entreprises publiques. 3 Geo. VI, c. 16, a. 19.

9. The Board may, in addition:
a. Impose upon the owners of public services the obligation of adopting any measure or reform tending to improve their services;

b. Regulate conditions as to health and safety in public services. 3 Geo. VI, c. 16, s. 19.

Déci-
sions. **10. La Régie, dans les matières de sa compétence et dans les limites de ses pouvoirs, décide toute question qui lui est soumise et peut émettre toute ordonnance**

10. The Board, in matters within its authority and the limits of its powers, shall decide any question submitted to it and may issue any ordinance which it

qu'elle juge appropriée et adjuger, à sa discrétion, sur les frais et dépenses des enquêtes qu'elle conduit, de l'instruction des instances qui lui sont soumises et de l'exécution de ces ordonnances.

Pas
d'appel.

Les décisions de la Régie sur les questions de fait de sa compétence sont finales et sans appel. 3 Geo. VI, c. 16, a. 20.

deems expedient and adjudicate at its discretion upon the costs and expenses of the investigations held by it, of the trial of the suits submitted to it and of the execution of such ordinances.

The decisions of the Board on any question of fact within its jurisdiction shall be final and without appeal. 3 Geo. VI, c. 16, s. 20.

Preuve de
docu-
ments.

11. Tout écrit ou document émanant de la Régie et signé ou attesté par le président ou le secrétaire de la Régie en leur qualité officielle est authentique et fait preuve de son contenu sans qu'il soit nécessaire d'en prouver la signature. 3 Geo. VI, c. 16, a. 21.

11. Any writing or document issuing from the Board signed or attested by the president or the secretary of the Board in their official capacity shall be authentic and be proof of its contents, without the necessity of proving the signature thereof. 3 Geo. VI, c. 16, s. 21.

SECTION III

JURIDICTION DE LA RÉGIE

Autorisa-
tion pour
exploiter.

12. Aucun propriétaire ne peut commencer la construction, l'exploitation ou l'administration d'une entreprise publique en cette province à moins d'avoir obtenu de la Régie une autorisation à cette fin.

Délai.

Dans le cas d'entreprises existant le 29 mai 1939, telle autorisation devait être obtenue dans les quatre mois de ladite date.

Condi-
tions.

L'autorisation doit indiquer les conditions que la Régie juge utiles ou nécessaires à la protection des droits et des intérêts du public en général.

Annula-
tion.

La Régie peut en tout temps annuler une autorisation ou la modifier lorsqu'elle le juge à propos dans l'intérêt public. 3 Geo. VI, c. 16, a. 22.

Cessation
des opé-
rations,
etc.

13. Tout propriétaire d'entreprise publique doit obtenir l'autorisation préalable de la Régie pour cesser ou interrompre ses opérations ou pour étendre ou modifier son entreprise. 3 Geo. VI, c. 16, a. 23.

Applica-
tion res-
treinte.

14. Les dispositions des articles 12 et 13 ne s'appliquent pas dans le cas de transport:

a) De voyageurs par taxis à tant pour la course ou à tant par jour;

b) De voyageurs par taxis à tant par tête quand la distance parcourue est de moins de quinze milles, pourvu qu'aucune

DIVISION III

JURISDICTION OF THE BOARD

12. No owner shall begin the construction, operation or administration of a public service in this Province without having obtained an authorization for such purpose from the Board.

Author-
ization to
operate,
etc.

In the case of services existing on the 29th of May, 1939, such authorization had to be obtained within four months from the said date.

Delay.

The authorization must state the conditions which the Board deems useful or necessary for the protection of the rights and interests of the public in general.

Condi-
tions.

The Board may at any time cancel an authorization or amend it, whenever it deems it expedient in the public interest. 3 Geo. VI, c. 16, s. 22.

Can-
cellation.

13. Every owner of a public service must obtain the prior authorization of the Board to cease or interrupt his operations or to extend or amend his service. 3 Geo. VI, c. 16, s. 23.

Ceasing
opera-
tions, etc.

14. The provisions of sections 12 and 13 shall not apply in the case of conveyance of:

Restricted
applica-
tion.

a. Passengers by taxi by the trip or at so much per day;

b. Passengers by taxi at so much per head, when the distance travelled is less than fifteen miles, provided that no au-

autorisation n'ait été accordée sur ce parcours pour une entreprise publique d'autobus;

c) De voyageurs par autobus ou taxis d'un hôtelier utilisés pour le seul transport des voyageurs fréquentant son hôtel, entre celui-ci et une gare ou un débarcadère, dans la même localité ou dans une localité voisine;

d) D'écoliers et d'instituteurs par tout véhicule automobile employé uniquement pour fins scolaires, quand il a lieu sous le contrôle de commissaires ou de syndicats d'écoles;

e) De matériaux pour la construction ou l'entretien de chemins publics;

f) Des produits bruts de la forêt. 3 Geo. VI, c. 16, a. 24.

thorization has been granted over such route for an autobus public service;

c. Passengers by an autobus or taxi of an hotel-keeper used solely for the conveyance of the passengers who patronize his hotel, between such hotel and a station or landing-place, within the same locality or in a neighbouring locality;

d. School children and teachers by any motor vehicle used solely for school purposes, when done under the control of the school commissioners or trustees;

e. Materials for the construction or repair of public roads;

f. Unmanufactured forest products. 3 Geo. VI, c. 16, s. 24.

Transport par tramways.

15. La Régie a juridiction exclusive dans toute matière relative au transport de marchandises par tramways; à cette fin, elle peut autoriser ou obliger la compagnie à transporter des marchandises sur ses lignes pour le temps et aux prix qu'elle détermine. 3 Geo. VI, c. 16, a. 28.

15. The Board shall have exclusive jurisdiction in all questions relating to the transportation of goods by tramway; and for such purpose it may authorize or require the company to carry goods on its lines for any period of time and at such prices as the Board may fix. 3 Geo. VI, c. 16, s. 28.

Contestation avec municipalités.

16. Lorsque la Régie décide qu'un propriétaire d'entreprise publique a droit d'entrer dans une municipalité pour y placer ses rails, poteaux, fils, tuyaux, conduits ou autres appareils sur, au-dessus ou au-dessous de propriétés appartenant à la corporation municipale et que ce propriétaire ne peut s'entendre avec cette dernière sur l'usage desdites propriétés ou sur les termes ou conditions de leur usage ou de la continuation de cet usage, la Régie a juridiction exclusive pour entendre et décider toute contestation qui se soulève à ce sujet et peut permettre l'usage ou la continuation de l'usage de telles propriétés aux termes et conditions qu'elle détermine.

16. Whenever the Board decides that the owner of a public service has the right to enter a municipality for the purpose of placing therein, the rails, poles, wires, pipes, conduits or other appliances of such owner, upon, over or under any property belonging to the municipal corporation, and whenever such owner cannot come to an agreement with such municipality as to the use of said property or as to the terms or conditions of the use thereof or of the continuance of such use, the Board shall have exclusive jurisdiction to hear and decide any contestation arising with respect thereto and may permit the use or continuance of the use of such property upon such terms and conditions as it may prescribe.

Idem.

Il en est de même lorsqu'un propriétaire d'une entreprise publique est autorisé à étendre son entreprise dans un nouveau territoire et qu'il ne peut s'entendre, avec les corporations municipales qui y sont situées, pour l'usage des propriétés desdites corporations, et la Régie peut lui permettre pour ces fins, aux termes et conditions qu'elle détermine, l'usage de ces

The same shall apply whenever the owner of a public service is authorized to extend his service into new territory and cannot come to an agreement with the municipal corporations situated therein, for the use of the properties of the said corporations, and the Board may permit him, for such purposes, upon the terms and conditions fixed by the Board, the use

propriétés, nonobstant toute loi ou contrat accordant à toute autre personne ou compagnie des droits exclusifs dans ces territoires ou parties de ces territoires. 3 Geo. VI, c. 16, a. 29.

of such properties, notwithstanding any law or contract granting to any other person or company exclusive rights in such territories or parts of such territories. 3 Geo. VI, c. 16, s. 29.

Contes-
tation sur
entente.

17. La Régie a juridiction pour entendre et décider toute contestation qui peut s'élever entre une corporation municipale et un propriétaire d'entreprise publique relativement à l'exécution des termes et conditions imposés par la Régie sous l'empire de l'article 16 et elle peut modifier ces termes et conditions lorsqu'elle le juge à propos dans l'intérêt public. 3 Geo. VI, c. 16, a. 30.

17. The Board shall have jurisdiction to hear and decide any dispute which may arise between a municipal corporation and the owner of a public service respecting the carrying out of the terms and conditions laid down by the Board under the authority of section 16 and it may change such terms and conditions whenever it deems it expedient in the public interest. 3 Geo. VI, c. 16, s. 30.

Disputes
respecting
agree-
ments.

Exten-
sion de
services.

18. La Régie, sur demande d'une corporation municipale ou d'un intéressé et après enquête, peut ordonner l'extension du service d'un propriétaire d'entreprise publique dans la municipalité où il exerce déjà son entreprise et fixer les conditions de cette extension, y compris le coût des travaux nécessaires, qu'elle peut répartir entre le propriétaire et la municipalité.

18. The Board may, upon the demand of a municipal corporation or of any interested party, after investigation, order the extension of the service of an owner of a public service in the municipality in which he already carries on his service and may fix the conditions of such extension including the cost of all necessary works, which the Board may apportion between the owner and the municipality.

Exten-
sion of
service.

Flottage
du bois.

Elle décide, sur la plainte d'une personne, société ou corporation intéressée, les contestations relatives à l'exercice de son droit de flotter du bois sur une rivière, un lac ou un cours d'eau et à l'exercice concurrent de ce même droit par une autre personne, société ou corporation.

The Board shall, on the complaint of any interested person, partnership or corporation, decide any contestation respecting the exercise of his or its rights to float timber on any river, lake or water-course, and the concurrent exercise of the same right by another person, partnership or corporation.

Floating
timber.

Après enquête, la Régie détermine les conditions auxquelles chaque partie est soumise pour faire le flottage de son bois. 3 Geo. VI, c. 16, a. 31.

After investigation, the Board determines the conditions upon which each party may float his timber. 3 Geo. VI, c. 16, s. 31.

Exploita-
tion d'en-
treprise
publique.

19. La Régie a juridiction pour entendre et décider toute contestation ou matière qu'un propriétaire d'entreprise publique et une corporation municipale ou un autre corps public conviennent de lui soumettre relativement à l'exploitation d'une entreprise publique. 3 Geo. VI, c. 16, a. 32.

19. The Board shall have jurisdiction to hear and decide any contestation or matter which an owner of a public service and a municipal corporation or other public body may agree to submit to the Board relative to the operating of a public service. 3 Geo. VI, c. 16, s. 32.

Oper-
ating of
public
service.

Surveil-
lance.

20. Dans l'exercice de son droit de surveillance sur les propriétaires d'entreprises publiques, la Régie peut rendre les ordonnances qu'elle juge nécessaires relativement à la qualité du service, à l'équipement, aux appareils, à l'extension de

20. The Board, in exercising its right of supervision over owners of public services, may make such ordinances as it may deem necessary respecting the quality of the service, equipment, apparatus, extension of works or systems, message

Super-
vision.

travaux ou de systèmes, aux parcours de messages, aux rapports à faire, aux règles, règlements, conditions et pratiques concernant les taux, prix et loyers et toutes autres matières de sa compétence.

Mesure de protection.

La Régie peut également statuer sur les mesures requises pour protéger et assurer le fonctionnement d'une ligne téléphonique, télégraphique ou de signalisation, au cas de croisement ou de parallélisation avec une autre construction ou ligne soumise ou non à la juridiction de la Régie.

Sécurité publique.

Elle peut aussi rendre les ordonnances qu'elle juge nécessaires pour assurer la sécurité et l'avantage du public et la fidèle exécution de tout contrat, charte ou franchise comportant l'usage de la propriété ou de droits publics. 3 Geo. VI, c. 16, a. 33.

Règles, etc.

21. Tout propriétaire d'entreprise publique est tenu, dans l'exploitation et l'administration de son entreprise, d'observer les règles, conditions et prescriptions fixées par la Régie. 3 Geo. VI, c. 16, a. 34.

Fusion d'entreprises, etc.

22. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, toute fusion, cession ou vente d'une entreprise publique effectuée par l'acquisition partielle ou totale du capital-actions ou de l'actif d'une autre entreprise publique ou de toute autre manière, est subordonnée à l'approbation de la Régie et ne produit son effet qu'à compter de la date fixée dans l'ordonnance attestant cette approbation. 3 Geo. VI, c. 16, a. 35.

Échange de service.

23. Quand un propriétaire d'entreprise publique s'adresse à la Régie pour obtenir l'échange d'un service avec un autre propriétaire d'une entreprise similaire, la Régie peut rendre telle ordonnance qu'elle juge d'intérêt public quant au raccordement des lignes, à la transmission des messages, au droit de passage des convois et autres facilités, et déterminer la compensation et les autres conditions de cet échange de services. 3 Geo. VI, c. 16, a. 36.

SECTION IV

INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

Infractions.

24. Tout propriétaire qui:
a) Étant tenu d'obtenir l'autorisation de la Régie pour exploiter une entreprise

routes, reports to be made, rules, regulations, conditions and practices respecting rates, prices, rentals and any other matter within its jurisdiction.

The Board may also decree as to the measures required to protect and assure the functioning of any telephonic, telegraphic or signalling line, in the event of its crossing or paralleling another construction or line, whether or not under the control of the Board.

Protective measures.

It may also make such ordinances as it may deem necessary to assure public safety and advantage and the faithful performance of any contract, charter or franchise entailing the use of public property or rights. 3 Geo. VI, c. 16, s. 33.

Public safety, etc.

21. Every owner of a public service shall be bound, in the operating and administration of his service, to observe the rules, conditions and prescriptions fixed by the Board. 3 Geo. VI, c. 16, s. 34.

Observance of rules, etc.

22. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, every merger, cession or sale of a public service, effected by the purchase of all or part of the capital stock or assets of another public service or otherwise, shall be subject to the approval of the Board and shall only have effect from the date fixed in the ordinance attesting such approval. 3 Geo. VI, c. 16, s. 35.

Merger, etc.

23. When an owner of a public service applies to the Board to obtain the exchange of a service with another owner of a similar service, the Board may make such ordinance as it may deem to be in the public interest respecting the connecting of the lines, transmitting of messages, right of passage for cars and other facilities, and determine the compensation and the other conditions for such exchange of services. 3 Geo. VI, c. 16, s. 36.

Exchange of services.

DIVISION IV

OFFENCES AND PENALTIES

24. Every owner who,—
a. Being bound to obtain the authorization of the Board to operate a public

Offences.

publique, refuse ou néglige de le faire; ou

b) Ayant obtenu telle autorisation, exploite son entreprise publique autrement que prescrit par la Régie; ou

c) Enfreint de quelque autre manière les dispositions de la présente loi ou des règlements de la Régie,—

Peines.

Commets une infraction et encourt, en sus du paiement des frais, pour la première offense une amende de dix à vingt-cinq dollars, pour la deuxième offense une amende de vingt-cinq à cinquante dollars, et pour la troisième offense ou toute autre offense subséquente une amende de cinquante à cent dollars, et, lorsqu'il s'agit d'un propriétaire de véhicule automobile, la révocation de la licence de conducteur ou de chauffeur, l'annulation de l'enregistrement du véhicule automobile dont il s'est servi pour commettre l'infraction et la confiscation des plaques d'enregistrement de ce véhicule automobile; et, dans tous les cas, à défaut de paiement de l'amende et des frais, un emprisonnement de pas moins de huit jours et de pas plus d'un mois. 3 Geo. VI, c. 16, a. 37.

service, refuses or neglects to obtain such authorization; or

b. Having obtained such authorization, operates his public service otherwise than as prescribed by the Board; or

c. Infringes in some other manner the provisions of this act or of the regulations of the Board,—

Shall be guilty of an offence, and be liable, in addition to the payment of the costs: for the first offence to a fine of ten to twenty-five dollars; for the second offence to a fine of twenty-five to fifty dollars, and for the third or any subsequent offence to a fine of fifty to one hundred dollars, and, in the case of an owner of a motor vehicle, the cancellation of his operator's or chauffeur's license, the cancellation of the registration of the motor vehicle employed to commit the offence, and the confiscation of the registration markers of such motor vehicle; and in every case, on failure to pay the fine and costs, to imprisonment for not less than eight days nor more than one month. 3 Geo. VI, c. 16, s. 37. Penalties.

SECTION V

PROCÉDURE

Témoins. **25.** La Régie et les régisseurs entendent les parties et les témoins sous serment et ont les mêmes pouvoirs qu'un juge de la Cour supérieure pour contraindre les témoins à comparaître devant eux et produire tous livres, documents ou écrits qu'ils jugent nécessaires ou utiles à leur enquête.

Sténo-graphes. Tout sténographe officiel de la Cour supérieure est compétent pour prendre et transcrire les dépositions des témoins sous son serment d'office.

Huissiers. Les huissiers de la Cour supérieure sont d'office huissiers de la Régie et peuvent faire rapport, sous leur serment d'office, des significations faites par eux. 3 Geo. VI, c. 16, a. 38.

Règles de procédure. **26.** La Régie peut édicter toutes règles de procédure et de pratique qu'elle juge nécessaires ou utiles à l'expédition des affaires qui lui sont soumises et à la mise en force de ses ordonnances. 3 Geo. VI, c. 16, a. 39.

DIVISION V

PROCEDURE

25. The Board and its members shall hear the parties and the witnesses under oath and shall have the same powers as a judge of the Superior Court to compel witnesses to appear before them and to produce all books, documents, or writings which they may deem necessary or useful for their investigation. Witnesses.

Every official stenographer of the Superior Court shall be qualified to take and transcribe the depositions of witnesses under his oath of office. Stenographer.

Every bailiff of the Superior Court shall be, *ex officio*, a bailiff of the Board and may make a return, under his oath of office, of any service made by him. 3 Geo. VI, c. 16, s. 38; 4 Geo. VI, c. 11, s. 11. Bailiffs.

26. The Board may make such rules of procedure and practice as it may deem necessary or of service for expediting the business submitted to it and the enforcement of its ordinances. 3 Geo. VI, c. 16, s. 39. Rules of procedure.

Homologation d'ordonnance.	27. La Régie ou toute partie intéressée peuvent obtenir qu'une ordonnance de la Régie devienne exécutoire, conformément aux règles du Code de procédure civile, en la faisant homologuer par la Cour supérieure du district où elle a été rendue ou du district où est située l'entreprise publique du propriétaire concerné.	27. The Board or any interested party may cause an ordinance of the Board to become executory, in accordance with the rules of the Code of Civil Procedure, by having the same homologated by the Superior Court of the district in which such ordinance was made or of the district in which the public service of the owner concerned is situated.	Homologation of ordinance.
Requête.	La Cour supérieure homologue l'ordonnance de la Régie sur requête sommaire dont avis doit avoir été donné conformément aux règles de pratique de la Régie et sur dépôt d'une copie dûment certifiée de l'ordonnance au greffe de la Cour.	The Superior Court homologates the ordinance of the Board upon summary petition, notice whereof must have been given in accordance with the Board's rules of practice and upon the filing of a duly certified copy of the ordinance in the office of the court.	Petition.
Contestation.	Nulle contestation ne peut être engagée sur cette demande d'homologation.	No contestation may be had on such petition for homologation.	No contestation.
Exécution.	L'ordonnance devient, après telle homologation, exécutoire comme tout autre jugement de cette cour.	After such homologation, the ordinance becomes executory as any other judgment of such court.	Execution.
Juge.	Durant les vacances judiciaires ou hors de terme, un juge de la Cour supérieure a la même juridiction que la Cour pour les fins du présent article.	During the court vacations or out of term, a judge of the Superior Court shall have the same jurisdiction as the court for the purposes of this section.	Judge.
Délai.	La décision de la Régie est exécutoire quinze jours après la date de son homologation.	The decision of the Board shall become executory fifteen days after the date of its homologation.	Delay.
Appel.	Il n'y a aucun appel du jugement prononçant l'homologation, mais l'ordonnance homologuée est susceptible d'appel en la manière et dans les cas prévus aux articles 28 à 31 inclusivement. 3 Geo. VI, c. 16, a. 40.	No appeal shall lie from the judgment pronouncing such homologation, but the ordinance so homologated shall be subject to appeal in such manner and in such cases as provided in sections 28 to 31 inclusively. 3 Geo. VI, c. 16, s. 40.	Appeal.

SECTION VI

APPEL

28. Il y a appel à la Cour du banc du roi siégeant en appel, conformément aux règles du Code de procédure civile, sauf les dérogations prévues par la présente loi, des décisions finales de la Régie sur toute question de compétence ou de droit.

Cet appel est interjeté sur permission d'un juge de ladite cour obtenue sur requête, qui doit lui être présentée dans les quinze jours de la décision ou de l'homologation de la décision, lorsqu'elle a eu lieu, et après avis aux parties et à la Régie. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge. 3 Geo. VI, c. 16, a. 41.

DIVISION VI

APPEALS

28. An appeal shall lie to the Court of King's Bench (Appeal Side) in conformity with the rules of the Code of Civil Procedure, saving the derogations contemplated by this act, from any final decision of the Board upon any question as to its jurisdiction, or upon any question of law.

Such appeal shall be taken by leave of a judge of the said court, given upon a petition presented to him within fifteen days from the rendering of the decision or from the homologation thereof when the same has taken place, and after notice given to the parties and to the Board. The costs of such application shall be in the discretion of the judge. 3 Geo. VI, c. 16, s. 41.

- Inscrip- tion.** **29.** Quand la permission d'appeler a été obtenue, l'appel est porté au moyen d'une inscription produite au bureau du greffier des appels dans les huit jours après que la permission d'appeler a été accordée.
- Contenu.** L'inscription doit contenir la désignation des parties, la date de l'ordonnance, la date, l'heure et l'endroit où le cautionnement ci-après mentionné est donné et une désignation de la caution ou des cautions.
- Significa- tion.** Cette inscription doit être signifiée à la partie adverse dans les huit jours de sa production. 3 Geo. VI, c. 16, a. 42.
- Caution- nement.** **30.** A la date fixée dans l'inscription, qui ne doit pas être ultérieure au cinquième jour suivant la production de l'inscription ou dans le délai supplémentaire qu'un juge de la Cour du banc du roi peut accorder, l'appelant doit fournir, devant le greffier, un cautionnement conformément aux dispositions qui régissent les cautionnements dans les appels de la Cour supérieure à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel. 3 Geo. VI, c. 16, a. 43.
- Avis.** **31.** Il est du devoir du greffier des appels de donner avis de l'appel au secrétaire de la Régie aussitôt après l'exécution du cautionnement.
- Procé- dure.** Pour le surplus, les règles du Code de procédure civile régissant les instances en appel devant la Cour du banc du roi s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux appels interjetés en vertu de la présente section VI.
- Interpré- tation.** Pour les fins de l'application desdites règles du Code de procédure civile, toute expression visant le protonotaire de la Cour supérieure désigne le secrétaire de la Régie et toute expression visant la cour qui a rendu jugement dont appel est interjeté désigne la Régie. 3 Geo. VI, c. 16, a. 44.
- 29.** When the petition to appeal has been granted, the appeal shall be brought by an inscription filed in the office of the clerk of appeals within eight days after the leave to appeal has been granted.
- The inscription must contain the description of the parties, the date of the ordinance, the date, hour and place when and where the security hereinafter mentioned will be given, and the description of the surety or sureties.
- The inscription must be served upon the adverse party within eight days of its filing. 3 Geo. VI, c. 16, s. 42.
- 30.** At the time mentioned in the inscription, which must be within five days after the filing of the inscription, or within such further delay as a judge of the Court of King's Bench may grant, the appellant shall give security before the clerk in conformity with the rules governing security on appeals from the Superior Court to the Court of King's Bench (Appeal Side). 3 Geo. VI, c. 16, s. 43.
- 31.** As soon as the security has been given, it shall be the duty of the clerk of appeals to give notice thereof to the secretary of the Board.
- As to the rest, the rules of the Code of Civil Procedure respecting appeals to the Court of King's Bench shall apply, *mutatis mutandis*, to every appeal brought in virtue of the present Division VI.
- In the application of the said rules of the Code of Civil Procedure, every expression referring to the prothonotary of the Superior Court shall mean the secretary of the Board and every expression referring to the court which rendered the judgment appealed from shall mean the Board. 3 Geo. VI, c. 16, s. 44.

SECTION VII

RÈGLEMENTS

- Tarifs.** **32.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les tarifs des honoraires et droits payables à la Régie sur les matières qui lui sont soumises et les procédures faites devant elle.

DIVISION VII

REGULATIONS

- 32.** The Lieutenant-Governor in Council may adopt the tariffs of the fees and duties payable to the Board upon the matters submitted to it and the proceedings had before it.

Fonds consolidé. Dès qu'ils sont perçus, ces honoraires et droits sont transmis au trésorier de la province pour être versés au fonds consolidé du revenu.

Tarifs existants. Les tarifs de droits et honoraires adoptés en vertu de l'article 36 de la Loi de la commission des services publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 17) s'appliquent aux matières soumises à la Régie et aux procédures faites devant elle jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou modifiés par des tarifs adoptés en vertu du premier alinéa du présent article.

Fixation des honoraires. En fixant ces honoraires, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, relativement aux entreprises existant le 29 mai 1939, tenir compte, dans la mesure et aux conditions qu'il croit justes, des honoraires payés par les propriétaires desdites entreprises à la Commission des services publics de Québec et fixer en conséquence les honoraires exigibles pour l'obtention de la nouvelle autorisation prévue par le deuxième alinéa de l'article 12. 3 Geo. VI, c. 16, a. 47.

Such fees and duties, as soon as collected, shall be transmitted to the Provincial Treasurer to be paid into the consolidated revenue fund. Applica-
tion of
fees, etc.

The tariffs of duties and fees adopted in virtue of section 36 of the Public Service Commission Act (Revised Statutes, 1925, chapter 17) shall apply to the matters submitted to the Board and to the proceedings had before it until such duties and fees shall have been replaced or amended by the tariffs adopted in virtue of the first paragraph of this section. Existing
tariffs.

In fixing such fees, the Lieutenant-Governor in Council may, as regards services existing on the 29th of May, 1939, take into account, to the extent and upon the conditions he may deem just, the fees paid by the owners of the said services to the Quebec Public Service Commission and fix accordingly the fees exigible for the obtaining of the new authorization provided under the second paragraph of section 12. 3 Geo. VI, c. 16, s. 47. Fixing
fees.